

n° 36
mardi 29
mai 1973

APL informations nantes

bulletin régional de l'Agence de Presse Libération

- 2 - Calendrier.
- 2 - NANTES : action sur le mess des sous-officiers.
- 3 - 4 - 5 : les Paysans-Travailleurs expliquent l'initiative d'une marche sur le Larzac du 26 au 29 aout.
- 6 - PONT-CHATEAU : les enseignants passent à l'action.
- 6 - LA ROCHE S/YON : soirée d'information sur l'Espagne.
- 6 - GUEMENE-PENFAO : le conflit continue.
- 7 - La "défonctionnarisation" aux PTT.

annexe : NANTES : "Affaire Paris : la 'justice' recule" (Tract du Comité de Soutien aux inculpés de Jh Paris S.A)

REUNION D' INFORMATION DE L' A.P.L. A REZE LUNDI 4 JUIN à 20 h 30

13 avenue de la Libération (Pont-Rousseau).

Tous les abonnés du Sud-Loire sont invités à y assister.

Proposition d'ordre du jour :

- Les buts de l'Agence de Presse Libération.
- Le travail commencé par APL-nantes.
- "L'A.P.L. ne peut exister que grâce aux correspondants en contact direct avec l'entreprise, le village, le quartier etc..."
- Comment développer l'information populaire dans le Sud-Loire : l'équipe APL-nantes n'est pas assez en contact avec le sud-Loire, est-il possible d'y remédier et comment ? Proposition d'un travail d'équipe sur le sud-Loire. etc....

LUNDI 4 JUIN 20 h 30 13 AVENUE DE LA LIBERATION A REZE (PONT-ROUSSEAU)

APL-informations - bulletin de l'Agence de Presse Libération - dir.: M. Clavel.
14 rue de Bretagne, 75003 Paris. tél.: 508 84 42 - imprimerie spéciale A.P.L.-

Bureau régional : "Librairie 71" , 29 rue Jean Jaurès , 44000 Nantes.

Abonnements : (les 12 numéros, soit 3 mois) à partir de 10 francs - Organismes 15F
Soutien : 15 ou 20 F. - Abt. en nombre : 6 F. par exemplaire en plus. (en timbres ou en chèques à l'ordre de la Librairie 71.

Vente au numéro (prix : 1 franc) : Nantes : Librairie 71. - St Nazaire : librairie "Le Tiers Livre", 53 avenue de la République.

Permanence téléphonique : 75.52.64 (à partir de 18 heures sauf samedi et dimanche)

Semaine de popularisation sur le Larzac : du 4 au 9 juin.

Nantes : jeudi 7 juin 20 h 30 salle Paul Fort (marché de Talensac) meeting d'appel à la marche sur le Larzac du 22 au 26 août :

- le point sur le problème du Larzac
- les bases politiques de la marche
- intervention d'un paysan et d'un ouvrier
- organisation de la marche.

Organisé par le comité de soutien au Larzac (c/o: CDJA, 46bis rue des Hauts Pavés, Nantes)

NANTES : conférence-débat "l'anarchie dans le monde actuel" samedi 9 juin 20 h 30 au café de la Bonde (près du pont St-Mihiel), donnée à l'occasion du congrès de la Fédération Anarchiste.

NANTES : conférence-débat sur la situation en Irlande mardi 5 juin à 20 h 30 à la Fraternité Protéstante (rue Amiral Duchaffault). Avec un membre du bureau politique du Sinn Fein proche de l' I.R.A. "officielle". Dans la suite de la "semaine irlandaise" de cet hiver. A l'initiative de la J.E.B.

NANTES : action contre le mess des officiers. (communiqué du "groupe de l'entonnoir")

« Mercredi 23 mai à 18 heures :

UN ROULEAU DE CHEVAUX DE FRISE..... comme ceux qui emmèrdent les paysans du Larzac et qu'on voudrait mettre à la place de leurs moutons

A SERVI A BOUCLER LA PORTE DU
CERCLE-MESS DES SOUS-OFFICIERS
DE NANTES

un mess comme ceux où bossent de nombreux appelés comme des esclaves, méprisés, écrasés, pour servir du plongeur au maître d'hôtel pendant les orgies des crevures

PENDANT QU'UNE PETITE INSCRIPTION
ETAIT FAITE : "A BAS L'AR-
MEE QUI PUE, QUI TUE ET QUI
POLLUE"

comme celles qui ont été mises sur le champ de tir à Carquefou, il y a 3 mois, contre la militarisation, la "Loi Debré", en soutien aux paysans du Larzac, aux soldats dans les casernes, et que plusieurs dizaines de soldats ont pu lire le lendemain.

Bien sur, ce n'est pas grand'chose, surtout que le barbelé a été enlevé au bout d'une demie heure. Ce n'est qu'un pied de nez à ces salauds.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que :

- les paysans du Larzac, de Fontevraud et d'ailleurs sont toujours menacés d'expulsion et résistent par tous les moyens.

- des lycéens sacrifiés à Debré, même si des centaines de milliers sont descendus dans la rue, partiront dès juin dans les casernes.

- et puis que dans les casernes, chaque jour on essaie de détruire physiquement et moralement des jeunes qui ne se laissent pas faire". >>

LES PAYSANS TRAVAILLEURS ORGANISENT DU 22 AU 26 AOUT 1973
UNE MARCHE SUR LE L A R Z A C

L'expropriation des 103 paysans n'aura pas lieu. Il faudrait chasser non pas 103 paysans, mais des milliers qui, dès la première mesure, se rendront sur les lieux du crime.

Pour annoncer, pour préparer ce soutien "LES PAYSANS TRAVAILLEURS" qui n'acceptent pas l'inertie, voire la complicité du syndicalisme officiel, organisent une marche fin Août et appellent tous ceux qui se sentent concernés à y participer.

Comme les paysans en effet, les ouvriers, les étudiants, les enseignants, ne peuvent admettre la militarisation du pays, la mainmise militaire ou capitaliste sur les sols, la colonisation de la province, le tout se traduisant par l'exploitation toujours plus grande des travailleurs.

Notre appel, notre marche s'inscrivent dans une ligne précise qui a été présentée et discutée avec les paysans du LARZAC et ouvriers de MILLAU. Nous en présentons les divers aspects. Nous apporterons sur le LARZAC l'ensemble des difficultés que nous affrontons quotidiennement.

1° - LE LARZAC NOUS CONCERNE

. Dans notre situation de travailleurs colonisés

En France, des régions, des peuples, ayant leur culture, leur moyen d'expression sont doublement colonisés : ils sont condamnés à perdre leur identité pour se fondre dans le grand moule imposé de Paris.

Leur population est obligée, pour trouver du travail, d'accepter la déportation vers les grands centres urbains et spécialement la région parisienne. Comme la population du LARZAC, nous vivons intensément ces problèmes. Nous n'acceptons pas le mataquage centralisateur. Nous ne voulons pas jouer le rôle de réservoir de main-d'oeuvre dont se sert le capitalisme pour faire pression sur les salaires ouvriers. De manière spectaculaire, l'armée joue au LARZAC le rôle que le capitalisme joue contre les travailleurs sur l'ensemble du territoire.

. Dans l'usage des sols

Brutalement, l'armée veut arracher à des paysans leur premier outil de travail : le sol. Tous les jours, en France, ceux qui ont les moyens financiers, ceux qui spéculent, ceux qui exproprient en font autant. Nous voulons que les sols soient répartis en fonction des besoins : cultures, logements, moyens de circulation, etc... Les usagers doivent contrôler cette répartition. Nous contestons complètement le droit que se donnent aussi bien l'armée que les détenteurs de capitaux de disposer du sol à leur guise. Qui profite par exemple des équipements touristiques réalisés par certains clubs ou sociétés ? Les riches accaparent tout, même l'espace.

• Dans notre existence de Travailleurs exploités

De plus en plus, les paysans découvrent qu'ils ne sont pas des petits entrepreneurs indépendants, mais des travailleurs dépendants des firmes capitalistes qui fournissent de l'approvisionnement et qui reprennent les produits. C'est Duquesne - Purina - Unilever - Genvrain - Nestlé - Patriarche - Nicolas - l'Union Laitière Normande - Orlac - Landerneau - etc... qui décident du revenu, c'est-à-dire du salaire des paysans.

Cette situation que connaissent les agriculteurs du LARZAC, est celle de la majorité des paysans, aussi bien dans le domaine du lait, de la viande, que dans celui des fruits et légumes, de la viticulture, etc... Notre solidarité de travailleurs exploités qu'il s'agisse d'ouvriers ou de paysans, passe par l'identité de nos situations réelles.

• L'armée, comme le capitalisme, ça pollue ...

"... Propriété privée, Défense d'entrer, Chien méchant, Chasse gardée,..." Le plateau du LARZAC est une des seules régions de France sans aucune barrière, clôture, ou autres signes de propriété privée. Nos dirigeants parlent beaucoup de lutte contre la pollution. Ils privent le peu ple des derniers endroits où la nature reste accueillante à tous et non seulement aux riches.

Il ne s'agit pas de "tirer sur le lampiste" et d'accuser les paysans d'employer des produits polluant ou les ouvriers de fabriquer des mirages. Les uns et les autres sont victimes des firmes capitalistes qui imposent leur loi et qui font des profits sur tout.

Lutter contre la militarisation du Larzac, c'est lutter contre toutes les pollutions.

2° - L'ARMÉE NOUS CONCERNE ...

• L'armée prépare les jeunes à la vie civile

C'est une école intensive de discipline. Le jeune travailleur, ouvrier et paysan, deuxième classe naturellement, apprend à obéir sans discuter. Il découvre l'importance d'une hiérarchie qui a toujours raison. Il comprend que son rôle essentiel est d'être un fidèle exécutant. Il sait que pour échapper aux contraintes il doit se débrouiller individuellement.

L'armée matraque la jeunesse. Elle cogne fort sur ceux qui refusent son embrigadement. Certains jeunes à qui on refuse le statut d'objecteur (parce que leur demande est politique !) en savent quelque chose ! Jamin, Fayard, Valton ...

La justice et la prison ça existe dès l'armée et ça préfigure ce qui existe dans la vie civile. Il faudra obéir au patron, au contremaître, au technicien agricole représentant la firme ... Il faudra faire corps avec l'entreprise comme avec sa compagnie, son régiment, son drapeau. Il faudra travailler sans comprendre, tout en essayant de se débrouiller individuellement sur le dos des petits copains. Pas question bien sûr, comme à l'armée, de réagir collectivement. Le capitalisme profite en définitive du dressage effectué par l'armée.

• L'armée, moyen de répression contre le peuple.

A quoi peut servir l'infanterie, l'artillerie, etc... entraînées sur des camps comme celui du LARZAC ? A qui va-t-on faire croire que nous préparons une guerre classique avec déploiement de troupes et contre qui ? L'U.R.S.S. ne semble pas se préparer à nous envoyer l'armée rouge. La Chine n'a pas l'air de vouloir débarquer, s'agirait-il d'affronter les Etats-Unis qui nous font des misères avec leur dollar !!!

Soyons sérieux : l'instruction militaire dans les camps, avec progression par bonds successifs, occupation du terrain ne peut servir, comme le reconnaît M. DEBRE Lui-même, dans plusieurs déclarations, qu'à mâter une révolte populaire. On l'a bien vu en Mai 1968, lorsque les troupes ont été mises en état d'alerte. Les viticulteurs en savent quelque chose puisqu'en 1907, Clémenceau a utilisé l'armée pour tirer sur les manifestants ... Que faisait d'ailleurs l'armée en Algérie si ce n'est maintenir l'ordre des possédants en tuant le peuple révolté ? Notre lutte contre le camp du Larzac est une lutte contre la militarisation de la nation.

Cette lutte dépasse nos frontières puisque déjà la France capitaliste, toujours généreuse, offre ses camps pour terrain d'entraînement pour les armées européennes. On comprend mieux les objectifs de cette politique quand on sait que l'armée anglaise est déjà venue s'entraîner sur le camp actuel pour préparer la répression contre le peuple Irlandais en révolte.

• Les camps et les marchands de canons

La France, comme les autres pays capitalistes participe à l'exploitation des peuples dits sous-développés. Elle exploite et pille leurs matières premières. Elle importe par exemple des viandes d'Argentine pour empêcher les paysans français de gagner normalement leur vie dans cette production. En conséquence, les péones, (ouvriers agricoles) n'ont le droit de manger de la viande qu'une semaine par mois.

L'ennui pour les capitalistes, c'est que les populations n'acceptent plus cette situation. Des ouvriers, des paysans d'Asie, d'Amérique du Sud se révoltent. Les bourgeoisies, les armées nationales doivent les mâter. Il faut des armes efficaces donc expérimentées à l'avance. Grâce au Larzac, nos marchands de canons vendront plus de chars A M X, de mitrailleuses, voire de Mirages ... Les manufactures de ST ETIENNE, Marcel DASSAULT et bien d'autres empocheront d'énormes profits. (L'argent n'a pas d'odeur...) On pourrait même penser que la France qui n'est que troisième parmi les pays exportateurs d'armement puisse améliorer son classement !

INTERREGIONS
PAYSANS TRAVAILLEURS
10, rue de Trévise
75 009 - PARIS
Tél. 523 20 39

Il faut y ajouter que le sol du LARZAC, avec ses cavités naturelles peut très bien se prêter au stockage des missiles, avec ou sans bombes nucléaires. C'est parce que nous rejetons complètement cette politique que nous marcherons sur le LARZAC.

PONT-CHATEAU : les enseignants passent à l'action.

Les enseignants sont de plus en plus mécontents. Les services de la Préfecture et de l'Inspection Académique ne sont pas étrangers à cette grogne.

- Des remplaçants n'ont pas encore touché leur salaire de janvier (nous sommes en mai !) Le problème est grave : ces remplaçants sont des jeunes et tous ne sont pas issus de familles aisées. Comptez : de janvier à mai, ça fait 5 mois. Quel travailleur en effet accepterait d'être payé 5 mois après ?
- Des conseils de classe du 1^o trimestre ne sont pas encore payés.
- Des pappels traînent depuis 1969 : 4 ans !

A Pont-Château, des travailleurs du C.C. St-Martin, syndiqués ou non, ont engagé une action. Ils étaient vingt-cinq environ sur cinquante, sans compter les collègues absents qui appuyaient en majorité leur action. Rendez-vous était donné mercredi 23 face à l'Inspection Académique à Nantes. Les membres du Conseil Départemental C.F.D.T. Enseignement Privé étaient à leurs côtés.

Là, il leur a été dit que les services académiques n'étaient pas les seuls en cause, qu'ils manquaient de personnel, qu'on ferait pour le mieux, mais que les services de la Préfecture bloquent tout.

Comme un seul homme, nous sommes tous descendus à la Préfecture. Là, même refrain du chef du service financier : manque de personnel, et les services académiques bloquent tout, prennent du retard. Alors, qui est fautif ? de qui se moque-t-on ? Une chose est sûre, c'est que le gouvernement français s'amuse énormément avec les dépenses de prestige (bombe atomique entre autres) mais est incapable de satisfaire les plus justes revendications de ses enseignants. C'est intolérable!

Cette action doit avoir une suite. Nous sommes tous concernés. Recensons les problèmes, organisons l'action. Un roulement des écoles est à prévoir, que chaque secteur prépare son action appuyé par la CFDT.

Les enseignants CFDT de Pont-Château

LA ROCHE S/ YON : soirée d'information sur l'Espagne avec la "Duchesse Rouge".

Vendredi 18 à la Roche, un public nombreux avait rempli la salle de la F.O.L pour la soirée d'information sur l'Espagne organisée par le Comité vendéen de Soutien au peuple Espagnol (cor.: Mme Aussant, 5 impasse Fabre, La Roche s/Yon).

Le chanteur Amancio Prada et le violoncelliste Eduardo Gattinoni animèrent d'abord la partie musicale.

- Ensuite, Isabel Alvarez (la "Duchesse Rouge") fit un tableau de l'oppression économique et politique : - Phalange fasciste qui endoctrine dès l'âge scolaire
- Opus Dei, soutenu par les USA et le Vatican, parti de financiers véreux.
 - anciens S.S établis en Espagne etc...
 - malgré tout, le peuple espagnol résiste de plus en plus : grèves, manifestations... Les nombreux touristes français en Espagne doivent être informés de ces réalités.

(A Nantes, pour un soutien au peuple espagnol, contacter APL qui transmettra)

GUEMENE-PENFAO : le conflit continue.

Mardi 22, les quatre ouvrières dont le patron propose la reprise (sur les 6 licenciées) reçoivent une lettre leur proposant une ré-embauche à l'essai pendant un mois, pour deux à partir du 5 juin, pour les deux autres à partir du 3 juillet...

Mercredi a lieu une rencontre entre les représentants de la société, la C.F.D.T. et le syndicat des patrons. La proposition d'accord soumise par télégramme au patron en voyage ne reçoit pas de réponse.

La C.F.D.T. engage la procédure en référé. Une pétition demandant la ré-intégration des 6 ouvrières recueille 900 signatures. Le patron de l'usine refuse de la recevoir sinon de la main à la main... C'est le garde champêtre qui la portera...

A Suivre...

Dans la semaine du 2 au 11 mai : grève aux PTT à propos de la défonctionnarisation. - 7 -
Le statut des fonctionnaires qui est en jeu est l'objet principal de ces manifestations.

----- qu'est-ce que la défonctionnarisation ?

- la fin du service public
- la perte de la qualité de fonctionnaire pour le personnel, la gestion de l'entreprise et des exécutants passant sous la coupe plus ou moins directe des sociétés industrielles et des banques.
- la rentabilité à tout prix, donc le profit avant tout, ce qui veut forcément dire exploitation poussée du personnel et aggravation des conditions de travail.
- la rémunération, l'avancement, la promotion, la garantie de l'emploi, principaux attraits vantés par les PTT aux jeunes à la recherche de travail seront désormais vaines promesses : un exemple en ce qui concerne la promotion. En 1965 40% du personnel appartenait aux catégories C et D (catégories de petits travailleurs non assimilés aux cadres) en 1972 70% du personnel se trouve englobé dans ces catégories.

Il est évident que cette défonctionnarisation se situe à l'échelon national, cependant nous ne parlerons ici que des exemples nantais. Actuellement dans notre région 120 personnes en disponibilité (l'un des points fondamentaux du statut du fonctionnaire) attendent leur réintégration. La direction refuse depuis plusieurs années par "manque de poste de TITULAIRE" ces réintégrations.

Cependant sans aucun scrupule, généreusement elle offre des postes vacants d'AUXILIAIRES à ces mêmes personnes qui par besoin d'argent sont obligées d'accepter une perte de statut et de salaire. Et pourtant, la loi du 3 avril 50 interdit à l'administration l'emploi de l'auxiliaire.

Jusqu'en 1969, l'auxiliarat avait regressé dans certains secteurs des P.T.T.

- Aux chèques postaux par exemple, lors de l'installation de l'électronique au moins 300 employées auxiliaires ont été licenciées.
- au téléphone, les mêmes proportions au moment de l'automatisation,
- au tri, le même phénomène lors de la mise en place des machines à indexer et à trier.

Actuellement, les PTT ne pouvant faire face à des salaires d'un personnel exclusivement titulaire remplacent les réintégrations, les maladies, les retraites par des auxiliaires qui leur coûtent moins cher. Donc en 1973, certains centraux téléphoniques ont une quasi totalité du personnel auxiliaire.

----- Comment le gouvernement arrive-t'il à ses fins ?

En mettant en place tous ces auxiliaires, le gouvernement installe "une masse silencieuse" Le reste du personnel subit une propagande faite généralement par des supérieurs, des surveillants.

La dégradation du service public n'est pas un fait du hasard. Elle est voulue par le gouvernement, qui, alors, appuyé par les usagers mécontents, trouve un bon alibi pour faire passer le secteur public en secteur privé.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, le régime capitaliste a besoin d'argent

- Dans le postal : en transformant, les postiers en collecteurs d'impôts, en ratisseurs de fonds, "drapeurs d'épargne", il est arrivé, actuellement, à utiliser 45 milliards, sur les économies des petits travailleurs.

Il pousse les gens à épargner au moment même où ceux-ci ont le moins d'argent puisque le ministre lui-même l'a dit lors de son dernier discours, la hausse des prix va être plus importante que prévue.

- Aux chèques, certaines banques ont conclu un accord avec le gouvernement. Celui-ci tend à faire passer les chèques postaux sous la tutelle des banques ainsi que sous celle de sociétés privées de financement. (CODETEL-FINESTEL; etc. En 1972, 30 milliards de financement - en 1973 105 milliards) A Nantes, la Société Générale vient de conclure un accord pour utiliser le matériel électronique des chèques postaux...

Les travailleurs des PTT conscients que leur avenir est en jeu, ont répondu massivement, (90 % dans certains secteurs) à l'appel à la grève des syndicats cgt, cfdt, fnt. Notons l'absence du syndicat FO toujours ou trop souvent en accord avec le patronat, car ne rien dire c'est acquiescer.

Réunion MLF : samedi 2 juin à 14 h 30 au Parc de Procé, petite porte près de l'entrée du stade. En cas de pluie, même heure au 7 rue Henri IV. Cette réunion préparera le meeting du 19 juin organisé par le MLF, "Choisir" et le Planing Familial.

Nantes : Prisunic, rue du Calvaire

A Prisunic, depuis près de 3 semaines, les employés sont en grève.

Les chefs de rayon et le directeur ne s'étant pas avérés assez efficaces, ont leur a substitué des manutentionnaires qui "appâtés" par les primes ont accepté de tenir les caisses du rez-de-chaussée. La direction leur fait ainsi jouer le rôle de briseurs de grève. Cependant, sur les portes du magasin fermé aujourd'hui lundi, on pouvait lire "fermé pour manque de personnel".

affaire paris : la "justice" recule!

La "justice" semble bien être la "petite amie" des patrons. D'un oeil elle leur lance des regards amoureux, de l'autre elle fusille les travailleurs. En un mot-elle louche!

Après la grève de l'an dernier chez Paris.SA. elle inculpe 3 ouvriers pour: violences, attroupement(!) port d'armes.

de quelle coté était la violence à paris-sa?

LES FLICS ET LES JAUNES

Le patron menace de lock-out et organise les jaunes dans un Comité pour la Défense et la Défense du Travail.

Les jaunes (cadres, maîtrise et certains employés de bureau) séquestrent pendant 7h les inspecteurs du travail et les délégués de l'usine.

Ils forment des commandos armés pour attaquer le piquet de grève. Un délégué blessé ira se faire recoudre le visage au CHU.

Les flics - Pas moins de 16 cars de CRS pour évacuer l'usine occupée. Une charge envoie 5 ouvriers au CHU.

LES GREVISTES

Face à cette violence patronale, les grévistes avaient le choix:

Baisser les bras, abandonner leurs revendications en cessant la grève.

Ou se battent comme ils le pouvaient pour protéger leur lutte. (en se servant de leur nombre pour faire un solide piquet de grève, en ramassant des pierres sur la route quand il le fallait).

Cette violence patronale n'est pas utilisée uniquement chez Paris SA : en 72 Dunkerque, en 73 Peugeot St Etienne, Citroën Reims, ect...

Il y a quelque jours, à St Emilien, un gros propriétaire et ses hommes de mains tabassent un militant paysan.

RESULTAT : pas un flic, pas un jaune n'est inculpé. Pas un ennui pour J. Paris. Seuls, 3 ouvriers sont inculpés.

Mieux, la "justice" ne donnera pas suite aux plaintes déposées par les grévistes contre les jaunes et les flics qui les ont blessés.

Enfin, à l'approche des élections sous la pression des nombreux conflits sociaux, le gouvernement fait voter par le parlement le 21/12/72 une loi amnistiant les événements liés aux conflits professionnels.

Il n'empêche que, début Mai 73, le tribunal de Nantes convoque les trois ouvriers inculpés de Paris SA pour leur procès.

La mobilisation s'organise...

Un comité de soutien aux inculpés de Paris SA est créé. Il se donne pour tâches de sensibiliser les travailleurs et la population et d'organiser la riposte.

Déjà, des réunions dans les quartiers et les facs sont organisés. A l'occasion de la journée d'action du 4 mai, un tract est diffusé sur la métallurgie et notamment Paris SA où les travailleurs discutent avec

leurs camarades inculpés de l'action à mener le jour du procès.

LE 8 Mai, à St GILDAS, 500 payons manifestent leur soutien à 2 d'entre eux appelés devant le tribunal de St Nazaire. Les ouvriers inculpés de Paris SA interviennent à cette manifestation.

Le 10 Mai, panneaux et tracts sur le marché de Zola rencontrent un certain écho qui entraînent l'intervention des flics et des CRS. La semaine suivante, les militants du y retournent pour réaffirmer leur soutien.

... la justice recule! pourquoi?

Soudainement le procureur de la république semble avoir retrouver la mémoire... et la loi d'amnistie vieille de 5 mois. Il décide de classer les dossiers et d'abandonner les poursuites!!!

QUELLE MOUCHE L'A DONC PIQUE..??

Pas de doute, la mobilisation naissante a du faire réfléchir ces "messieurs". Après le débrayage lors du procès du dessinateur (licencié en Décembre); Paris voyait d'un mauvais oeil de nouveaux débrayages dans l'entreprise en solidarité avec les inculpés.

L'affaire risquait de lui coûter plus cher quelle ne lui aurait rapporter. Et puis comme le disaient les travailleurs sur le marché de Zola, "dénoncer la violence des flics et des patrons, ça ne leur fait pas de la publicité".

ENCORE UNE FOIS, LES GREVISTES AVAIENT RAISON DE PROTEGER LEUR LUTTE PAR TOUS LES MOYENS.

ENCORE UNE FOIS, LA "JUSTICE" DES PATRONS NE RECULE QUE SOUS LES COUPS DES MOBILISATIONS ET DE LA SOLIDARITE.

Comité de soutien aux inculpés de
Paris-SA-